



## **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

Procédure formalisée au sens des articles L.2124-1 et suivants, R.2124-1, R.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-11 du Code de la commande publique, passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande au titre des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

#### **FOURNITURE, POSE, VÉRIFICATION ET MAINTENANCE DES MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE, SSI, ALARMES INCENDIE ET DÉCLENCHEURS MANUELS, DÉFIBRILLATEURS DU CROUS DE BRETAGNE**

**Référence : MF-2025-034**

Accord-cadre d'un (1) an reconductible

Reconductible 3 fois de manière tacite

**CROUS DE RENNES-BRETAGNE**  
**Direction de la Commande publique**  
**7 Place Hoche - CS 26428**  
**35064 RENNES CEDEX**  
**N° SIRET : 183500032 00010**

# Table des matières

---

<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR</b>	5
<b>ARTICLE 2 - REPRÉSENTATION DES PARTIES</b>	5
<b>ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	5
3.1 – Objet de l'accord-cadre	5
3.2 – Durée et délais d'exécution	5
3.1.1 Durée de l'accord-cadre	5
3.1.2 Délais d'exécution	6
3.1.3 Prolongation des délais d'exécution	6
3.1.4 Période de garantie	6
3.1.4 Maintenance	6
3.3 – Décomposition en tranches et lots	7
3.4 – Forme et montant de l'accord-cadre	7
3.5 – Sous-traitance	8
<b>ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE</b>	8
<b>ARTICLE 5 – PRESTATIONS SIMILAIRES</b>	9
<b>ARTICLE 6 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE</b>	9
6.1 – Obligation de confidentialité et protection des données	9
6.2 – Obligation de sécurité	10
<b>ARTICLE 7 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES</b>	10
7.1 – La « représentation du titulaire »	10
7.2 – Les ordres de service	10
7.3 – Les bons de commande	10
7.4 – Les bons de livraison	11
7.5 – Les factures	11
7.6 – Dispositif de vigilance (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail)	12
<b>ARTICLE 8 – PRIX ET VARIATION DES PRIX</b>	12
8.1 – Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre	12
8.2 – Contenu des prix	12
8.3 – Variation des prix	12
<b>ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / UTILISATION DES RÉSULTATS</b>	13
9.1 – Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	13
9.2 – Régime des résultats	13
<b>ARTICLE 10 – PAIEMENT</b>	14
10.1 – Délais de paiement	14
10.2 – Intérêts moratoires	14

10.3 – Comptable assignataire.....	14
10.4 – Dispositions particulières pour le paiement des cotraitants.....	14
10.5 – Retenue de garantie et avance .....	14
10.6 – Cession ou nantissement des créances.....	15
<b>ARTICLE 11 – LIVRAISON .....</b>	<b>15</b>
11.1 – Délai de livraison .....	15
11.2 – Lieu de livraison.....	15
<b>ARTICLE 12 – MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>15</b>
12.1 – Début d'exécution des prestations objet de l'accord-cadre .....	15
12.2 – Inventaire de départ – Audit d'entrée .....	16
12.3 – Connaissance des lieux et des installations.....	17
12.4. Remise des équipements en fin d'accord-cadre – Audit de sortie.....	17
12.5. Accès-consignes.....	17
<b>ARTICLE 13 – CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 14 – PENALITES .....</b>	<b>18</b>
14.1 – Régime d'application des pénalités.....	18
14.1 – Pénalité pour retard .....	18
14.1.1 Retard dans la transmission du planning dans le mois de la notification de l'accord-cadre, puis tous les ans dans le mois de la reconduction tacite de celui-ci .....	18
14.1.2 Retard dans la transmission d'une facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre .....	18
14.1.3 Retard dans la réalisation d'une visite de maintenance préventive.....	18
14.1.4 Retard d'intervention en maintenance curative .....	18
14.1.5 Retard dans la transmission des documents (rapport annuel, rapport de visite, etc)..	19
14.1.6 Non-respect du délai d'intervention en astreinte .....	19
14.2 – Pénalité pour absence de mise à jour du registre de sécurité .....	19
14.3 – Pénalité pour mauvais ou non fonctionnement du matériel après intervention (à partir du troisième déplacement sur une période de 30 jours sur le même équipement.....	19
14.4 – Pénalité pour faute de nature à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité et pouvant mettre en cause la sécurité des personnes.....	19
14.5 – Pénalité pour non-réalisation d'une visite de maintenance .....	19
14.6 – Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail .....	19
<b>ARTICLE 15 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>19</b>
15.1 – Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire.....	20
15.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général.....	20
<b>ARTICLE 16 – DISPOSITIONS LIÉES AU RGPD .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>20</b>

17.1 – Obligations administratives.....	20
17.2 – Assurances.....	21
17.3 – Langue .....	21
17.4 – Autres obligations.....	21
17.4.1 Devoir de conseil.....	21
17.4.2 Obligation générale de confidentialité .....	22
<b>ARTICLE 18 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 19 – DIFFERENDS .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 20 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 21 – LITIGES .....</b>	<b>23</b>
22.1 – Coordonnées du service de la commande publique.....	23
22.2 – Coordonnées du service prévention.....	24
<b>ARTICLE 23 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>24</b>
23.1 – Traitement des données à caractère personnel des candidats .....	24
23.2 – Obligations du titulaire liées aux données à caractère personnel .....	24
<b>ARTICLE 24 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>25</b>

## ARTICLE 1 - ACHETEUR

---

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Rennes-Bretagne (ci-après « Le CROUS »), établissement public à caractère administratif (EPA), dont le siège social est situé, 7 Place Hoche, CS 26428 – 35064 RENNES Cedex, identifié sous le numéro de SIRET 18350003200010, représenté par Monsieur Yann-Eric PROUTEAU, Directeur Général.

## ARTICLE 2 - REPRÉSENTATION DES PARTIES

---

Un accord-cadre est un contrat conclu entre un acheteur et un titulaire :

- L'acheteur est le CROUS (personne morale de droit public)
- Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur.

La personne représentant l'acheteur est le représentant légal de la personne morale publique, Monsieur Yann-Éric PROUTEAU, Directeur Général. Il pourra désigner une ou plusieurs personnes pour le représenter pour l'exécution du marché.

De même, le titulaire de l'accord-cadre doit désigner une ou plusieurs personnes ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'acheteur pour l'exécution de celui-ci (coordonnées portées dans le mémoire technique).

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## ARTICLE 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

### 3.1 – Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture, la vérification et la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie, SSI, alarmes incendie et déclencheurs manuels, défibrillateurs du CROUS Bretagne.

### 3.2 – Durée et délais d'exécution

#### 3.1.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois par période de reconduction.

L'accord-cadre est reconductible tacitement, sauf dénonciation expresse par le CROUS Bretagne, notifié au titulaire au moins trois (3) mois avant la date d'expiration de la période en cours d'exécution.

La durée globale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne peut dépasser quarante-huit (48) mois.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas s'y opposer. La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité.

Le CROUS Bretagne pourra émettre, pour les prestations visées par le bordereau des prix unitaires (BPU), des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, sans que leur exécution ne puisse excéder un délai de six (6) mois après l'expiration de celui-ci.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des

prestations faisant l'objet de l'accord-cadre et dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

### 3.1.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations à bons de commande sont fixés dans chaque bon de commande par le pouvoir adjudicateur, sur la base du devis préalable fourni par le titulaire, dans le respect des délais fixés dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Les délais d'exécution de chaque bon de commande commencent à courir à compter de la date de notification dudit bon, sauf mention contraire stipulée dans le bon de commande.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'honorer la commande dans sa totalité et dans les délais prévus, il doit informer sans délai par courrier électronique, télécopie ou téléphone le service émetteur du bon de commande. Cette information doit être communiquée le jour même avant 16h00 pour toute commande passée avant 12h00, ou le lendemain avant 12h00 pour toute commande passée la veille après 12h00.

La rupture de l'exécution des prestations pour des raisons autres que la force majeure entraîne l'applicabilité des pénalités prévues à l'article 14 du CCAP.

### 3.1.3 Prolongation des délais d'exécution

La prolongation éventuelle des délais d'exécution sera réalisée conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

### 3.1.4 Période de garantie

La période de garantie légale démarre à compter de la décision d'admission des fournitures.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site, ainsi que les frais de port.

### 3.1.4 Maintenance

Pour les prestations de maintenance comprises dans l'offre du candidat, elles prennent effet à compter de la date de livraison et d'installation des matériels.

### 3.3 – Décomposition en tranches et lots

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches.

Le présent accord-cadre est alloté de la manière suivante :

Lot	Nomenclature communautaire	Intitulé du Lot
1	35000000-4 : Equipement de sécurité, de lutte contre l'incendie, de police et de défense.	Fourniture, pose, vérification et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie
2	31625100-4 : Systèmes de détection d'incendie. 31625200-5 : Systèmes d'alarme incendie. 35110000-8 : Equipement de lutte contre l'incendie, de sauvetage et de sécurité.	Vérification et maintenance des SSI, alarmes incendie et déclencheurs manuels
3	35111000-5 : Matériel de lutte contre l'incendie. 35111200-7 : Équipement de lutte contre l'incendie.	Fourniture, vérification et maintenance des défibrillateurs (DAE)
4	33182100-0 : Défibrillateur.	Vérification et maintenance des systèmes d'extinction automatique des feux de friteuse

Chaque lot de l'accord-cadre fait l'objet d'un accord-cadre distinct.

### 3.4 – Forme et montant de l'accord-cadre

En vertu de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, les lots objet du présent accord-cadre

seront conclus sans montant minimum et avec un montant maximum.

Le montant maximum de chaque lot est défini comme suit :

Lot	Intitulé du lot	Montant maximum périodes de reconduction comprises (en € H.T.)
1	Fourniture, pose, vérification et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie	600 000,00
2	Vérification et maintenance des SSI, alarmes incendie et déclencheurs manuels	400 000,00
3	Fourniture, pose, vérification et maintenance des défibrillateurs (DAE)	200 000,00

4	Vérification et maintenance des systèmes d'extinction automatique des feux de friteuse	50 000,00
---	--	-----------

### 3.5 – Sous-traitance

Le présent accord-cadre respecte les prescriptions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours d'accord-cadre selon les modalités définies ci-après :

- Le titulaire de l'accord-cadre, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;
- Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant ;
- Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

L'acte spécial précise tous les éléments prévus à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant (DC4), l'ensemble des pièces de candidature listées dans le règlement de la consultation.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

## ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait foi ;
  - o Le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;



- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021) ;
- Les normes législatives et réglementaires en vigueur ;
- L'offre technique du titulaire.

L'acte d'engagement et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

## **ARTICLE 5 – PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

Chaque lot de l'accord-cadre pourra faire l'objet d'un marché similaire dans les conditions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, afin de couvrir les prestations pour la somme des trois (3) lots.

## **ARTICLE 6 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE**

---

En vertu de l'article 3.1 du CCAG FCS, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifié par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai

### **6.1 – Obligation de confidentialité et protection des données**

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG FCS et conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, le titulaire s'engage, pour toutes les données à caractère personnel auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre (notamment noms et coordonnées des agents du CROUS en charge du suivi opérationnel et administratif de l'accord-cadre), à :

- Utiliser ces données uniquement dans le cadre de cet accord-cadre et pour la bonne exécution de celui-ci conformément aux dispositions des pièces de l'accord-cadre ;
- Apporter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences dudit règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ;
- Fournir, sur simple demande du délégué à la protection des données (DPO) du CROUS, tous documents justifiant des mesures techniques et organisationnelles prises dans ce cadre ;
- Informer le DPO du CROUS de toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 36 heures après en avoir pris connaissance ;

- Répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits (droits d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement ...) ;
- Détruire toutes les données à caractère personnel, aux termes de l'accord-cadre.

L'ensemble de ces obligations s'appliqueront aux éventuels sous-traitants du Titulaire. Le Titulaire est responsable des activités et des agissements de ses sous-traitants.

## 6.2 – Obligation de sécurité

Le titulaire est tenu d'observer les dispositions particulières relatives à la sécurité sur les sites d'intervention qui lui sont communiqués par le pouvoir adjudicateur.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

# ARTICLE 7 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES

---

## 7.1 – La « représentation du titulaire »

Le titulaire doit désigner dès la notification de l'accord-cadre, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du CROUS de Bretagne pour l'exécution de celui-ci. Le titulaire s'engage à fournir une adresse e-mail valide sur laquelle les commandes pourront être transmises. Le titulaire est tenu de notifier, sans délai, au CROUS, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux changements intervenant dans le cadre de fusion, délocalisation, découpages géographiques.
- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société.
- A la forme juridique.
- A l'adresse de son siège social.
- Au compte à créditer (un RIB devra impérativement être adressé à la Direction de la commande publique du CROUS de Bretagne).

## 7.2 – Les ordre de service

Le CROUS Bretagne est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du Titulaire. Les ordres de services doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés au Titulaire dans un délai de 4 (quatre) jours dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-FCS.

## 7.3 – Les bons de commande

Les bons de commande seront émis par le CROUS de Bretagne au fur et à mesure des besoins par des établissements du CROUS. Les commandes faites à l'aide d'un bon de commande numéroté comporteront :

- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro de client ;
- La référence de la fourniture ;
- La désignation de la fourniture ;
- La quantité commandée ;
- Le prix ;
- Le lieu, la date et la fourchette horaire de livraison.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier par écrit au signataire du bon de commande concerné.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

## 7.4 – Les bons de livraison

La fourniture est livrée accompagnée impérativement d'un bon de livraison (si le livreur a besoin d'un exemplaire, le TITULAIRE devra le prévoir en supplément) sur lequel seront obligatoirement précisés :

- Le nom du titulaire du marché et son adresse,
- La date d'expédition,
- La date exacte du jour de la livraison,
- La date et la référence du bon de commande,
- Le numéro du marché,
- Les caractéristiques essentielles de la fourniture livrée (qualité, marque, référence) par rapport aux dispositions du présent cahier des clauses particulières,
- Les quantités livrées, en précisant l'unité de conditionnement, le nombre de conditionnement (colis...) ainsi que les dates de conditionnement et l'unité de facturation,
- Les prix unitaires et totaux, hors T.V.A. d'une part, et T.V.A. incluse d'autre part.

L'original du bon de livraison est destiné à l'Administration, la copie visée par le représentant de l'établissement, est remise au titulaire du marché ou à son représentant.

## 7.5 – Les factures

Les factures sont établies, **en un exemplaire**, en euros avec deux décimales et conformes aux bons de commande correspondants. Elles comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date et le numéro de la facture ;
- Le numéro du marché ;
- L'identité du titulaire : dénomination sociale, adresse du siège social, adresse de facturation (si différente), numéro de SIREN ou SIRET, code NAF, forme juridique et capital social (pour les sociétés), numéro RCS et ville du greffe d'immatriculation (pour les artisans), le numéro d'identification à la TVA ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal, **tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement**,
- Les coordonnées de l'acheteur : dénomination sociale ; adresse du lieu d'exécution, adresse de facturation si différente ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation et le décompte des fournitures ;
- Le prix unitaire et montant hors TVA de la fourniture livrée,
- Le taux et le montant de la T.V.A. et des taxes parafiscales éventuellement (calculs exacts),
- Le montant total T.V.A incluse (calculs exacts). Les erreurs de facturation quelles qu'elles soient font l'objet d'avoir.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait, réserve faite du cas des avances. Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique.

La transmission des factures s'effectue via le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-gouv.fr>

Le non-respect du formalisme ouvre une faculté pour le CROUS de rejeter la demande de paiement, après information du titulaire et demande de régularisation restée sans effet.

## 7.6 – Dispositif de vigilance (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus devront être transmises par le Titulaire au pouvoir adjudicateur par voie postale ou par mail sans relance particulière.

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

## ARTICLE 8 – PRIX ET VARIATION DES PRIX

---

### 8.1 – Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article 11.3 du présent CCP.

### 8.2 – Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

### 8.3 – Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification de celui-ci.

Par dérogation à l'article 10 du CCAG FCS, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2025. Ce mois est appelé « mois zéro ».

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P(n)=P(o) [0.15+0.85 \times I(n) / I(o)]$$

P(n) = prix révisé.

P(o) = prix initial du mois de remise des offres.

I = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés des industries mécaniques et électriques – Base 100 en décembre 2008 (001565183), publié pour la période annuelle n.

Dernière valeur de l'indice connue à la date de révision.  $I(n)$  = valeur de référence de l'indice du trimestre de la demande de révision.

$I(o)$  = valeur de référence de l'indice du trimestre de remise de l'offre.

La périodicité de la révision est définie comme suit : périodicité annuelle.

La révision des prix de l'accord-cadre est établie par le titulaire. Celui-ci s'engage à notifier au CROUS son projet de révision dans un délai d'un (1) mois à compter de la date anniversaire de révision des prix. A compter de la date de réception du projet de révision, le CROUS dispose de quinze (15) jours calendaires pour l'accepter ou le refuser.

En cas de refus de la part du CROUS, les parties se réunissent dans un délai d'un (1) mois afin d'établir conjointement la révision des prix. A l'issue du délai de quinze (15) jours calendaires, le silence de l'administration vaut acceptation des prix révisés.

Le coefficient est appliqué à l'ensemble des prix de l'accord-cadre.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : Journal Officiel (<http://www.legifrance.gouv.fr>) et sur le site de la Banque de Données Macroéconomiques de l'INSEE (<http://www.bdm.insee.fr>).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

## **ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / UTILISATION DES RÉSULTATS**

---

En complément des éléments indiqués ci-dessous, le titulaire cède l'ensemble des droits d'exploitation attachés aux résultats de ses prestations soit l'ensemble des livrables deviennent des documents librement diffusables par le CROUS de Bretagne. Le titulaire quant à lui ne pourra pas les diffuser sans accord préalable du CROUS de Bretagne.

### **9.1 – Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards**

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS seront applicables à l'accord-cadre.

### **9.2 – Régime des résultats**

En vertu de l'article 37 du CCAG FCS :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre ;
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre ;
- Le titulaire de chaque marché subséquent ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation et applicables au marché subséquent.

## ARTICLE 10 – PAIEMENT

---

### 10.1 – Délais de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le délai de paiement court à compter du jour de la décision d'admission des prestations, faisant suite aux opérations de vérification constatant la conformité des prestations aux stipulations contractuelles. **Si la date de réception de la demande de paiement ne coïncide pas avec la date de réception des prestations, le délai de paiement court à compter de la deuxième de ces deux dates.**

Tout retard de de paiement ouvre droit pour le titulaire au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

### 10.2 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 dudit code, le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

### 10.3 – Comptable assignataire

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable du Crous de BRETAGNE, 7 Place Hoche, CS 26428, 35064 RENNES cedex.

### 10.4 – Dispositions particulières pour le paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent suivant les stipulations de l'article 12.1 du CCAG FCS.

### 10.5 – Retenue de garantie et avance

Il n'y a pas de retenue de garantie possible.

Une avance pourra être versée dans les conditions des articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 10%.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R.2191-7 et R.2191-16 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité.

Le remboursement de l'avance s'effectue selon les modalités prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

Le CROUS de Rennes-Bretagne fait obligation au titulaire de justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence du montant de l'avance versée, dans les termes de l'article R. 2197-7 du Code de la commande publique.

## 10.6 – Cession ou nantissement des créances

Les créances concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-59 du Code de la commande publique.

La personne chargée de fournir les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-60 à R.2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Général du CROUS de Rennes-Bretagne, Monsieur PROUTEAU.

Le comptable public assignataire est l'Agent comptable du CROUS de Rennes-Bretagne.

## ARTICLE 11 – LIVRAISON

---

Les livraisons seront effectuées aux frais et risques du titulaire.

Elles doivent être conformes aux bons de commandes. Elles sont effectuées dans les établissements en présence d'un représentant du directeur de ce dernier, faute de quoi la livraison ne sera pas considérée comme effective et ne sera pas constitutive de droits.

Les livraisons doivent être accompagnées d'un bon indiquant à *minima* : identification marché et titulaire, date de livraison, articles et quantités livrés. Ce dernier devra être visé par le responsable du service/site livré ou de son représentant.

En cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil, la personne chargée de la livraison préviendra immédiatement par téléphone l'Unité de Gestion à livrer.

Tous manquements répétés aux conditions de livraison définies entre les responsables des établissements et le titulaire, dûment signalés, seront considérés comme infraction caractérisée aux clauses contractuelles.

### 11.1 – Délai de livraison

Le délai maximal de livraison des fournitures sera mentionné dans chaque bon de commande.

### 11.2 – Lieu de livraison

Chaque bon de commande précisera le lieu de livraison du matériel.

L'ensemble des sites du CROUS situés sur le territoire de la Bretagne sont concernés par les dispositions objet du présent accord-cadre.

## ARTICLE 12 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

---

### 12.1 – Début d'exécution des prestations objet de l'accord-cadre

Les prestations forfaitaires maintenance préventive sont exécutées conformément aux dates prévisionnelles mentionnées à l'annexe 1 du CCTP et confirmées par bon de commande, émis par

chaque responsable de site désigné par chacun des services de l'État coordonnés. Les services de l'État et opérateurs préciseront leur choix d'UO sur le bon de commande de maintenance. Les services auront la possibilité de changer d'UO à la date anniversaire de l'accord-cadre. Ils devront en informer le titulaire au moins 2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. A titre purement indicatif, l'annexe 1 de l'acte d'engagement (BPU) indiquant les services prévoyant une astreinte.

Les prestations de maintenance corrective sont exécutées par bons de commande émis par chaque responsable de site désigné par chacun des services de l'État coordonnés, et comportant au minimum les informations suivantes :

- L'identification des parties contractantes,
- Le site concerné,
- La référence du devis,
- La définition de l'objet du marché,
- Les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement,
- Le prix HT, le montant de la TVA, le prix TTC et les conditions de règlement. •
- Le choix de l'UO.

Le titulaire est tenu à l'obligation de remise en marche des installations en cas de panne, sans qu'il soit besoin qu'un bon de commande préalable soit émis. Le devis d'exécution des prestations nécessaires pourra être téléphonique ou électronique (messagerie électronique), puis être confirmé par fax ou écrit. L'acceptation du devis vaudra bon de commande.

## 12.2 – Inventaire de départ – Audit d'entrée

L'inventaire de départ du matériel relevant du présent accord-cadre fait l'objet d'une liste, jointe en annexe 1 du CCTP.

Cet inventaire n'est pas exhaustif ; il convient pour le prestataire, de prendre en compte dans les prestations à réaliser, l'ensemble des matériels constituant les installations et habituellement nécessaires à leur bon fonctionnement.

Le titulaire aura un délai de six semaines à compter de la date de notification du bon de commande de maintenance, pour ajuster la liste du matériel, et fournir à chaque responsable de site une liste exhaustive des installations de sécurité mises en œuvre dans le bâtiment le concernant (SSI-AE, catégorie (SSI) ou/et types d'alarmes, marques, modèles, caractéristiques techniques). Les différents éléments constitutifs du SSI (équipements de contrôle et de signalisation, centralisateurs de mise en sécurité, tableaux répétiteurs de signalisation, déclencheurs manuels, détecteurs d'incendie, diffuseurs sonores, BAAS, clapets coupe-feu, volets coupe-feu, portes de compartimentage et de recoupement, ouvrants et exutoires de désenfumage, coffrets de relayage des ventilateurs de désenfumage, etc) seront représentés sommairement sur des plans de niveaux du site.

Dans le délai de six semaines à compter de la notification du bon de commande de maintenance, un procès-verbal détaillé de l'état des lieux et des matériels et équipements sera établi pour chacun des sites. Ce procès-verbal sera dressé de façon contradictoire, en présence du responsable de site.

Ce procès-verbal indiquera la date, les noms et qualité des participants aux visites de prise en charge.

Ce procès-verbal, accompagné de la liste exhaustive des matériels, sera remis à chaque responsable de site et signé des deux parties au plus tard six semaines après la notification du bon de commande de maintenance.



## 12.3 – Connaissance des lieux et des installations

Suite à l'inventaire exhaustif de départ validé par l'administration, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent accord-cadre, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le C.C.A.P. et le C.C.T.P.

## 12.4. Remise des équipements en fin d'accord-cadre – Audit de sortie

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution de l'accord-cadre, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement. Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipement est établi 1 mois avant la fin de l'accord-cadre en présence du nouveau titulaire désigné. En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent accord-cadre, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du titulaire. Le titulaire s'engage à restituer en fin d'accord-cadre toute documentation nécessaire à la maintenance complète des installations. Tous frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation est à la charge du titulaire.

## 12.5. Accès-consignes

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique.

Pour chaque établissement, avant la première intervention sur le site, le responsable de site peut remettre au titulaire un jeu de clés et badges permettant l'accès aux locaux contenant les équipements dont il doit assurer la maintenance. A la fin du marché, le titulaire restitue au responsable de site, les badges et les clés, y compris les copies qu'il aurait pu exécuter. Dans l'hypothèse où la perte ou le vol d'une clé entraînerait, pour des motifs de sécurité, le remplacement d'un ensemble de fermetures, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire le remboursement des frais occasionnés par le changement du système de fermeture.

## ARTICLE 13 – CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

---

Ce contrôle est effectué par un référent technique du CROUS Bretagne.

Le prestataire est tenu de mettre à disposition de cette personne tous les documents nécessaires (notamment ceux visés aux articles 3.1 –3.2 –3.3 –3.4 du CCTP) pour effectuer son contrôle.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre. Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- La production de l'inventaire exhaustif des installations dans le cadre de l'audit d'entrée,
- Les interventions de maintenance préventive et émission bon d'intervention en attestant,
- Les réponses et interventions du titulaire dans les délais prévus à l'acte d'engagement et émission d'un devis,
- Les interventions de maintenance corrective et émission des bons d'intervention en attestant,
- Le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive,
- L'état des installations et des équipements entretenus,
- La qualité des rapports d'interventions. Le C.C.T.P. du présent marché et ses annexes précisent les modalités de vérification. En cas de mauvaise exécution des prestations, il sera fait application de l'article 25.3 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 14 – PENALITES

---

### 14.1 – Régime d'application des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du CROUS de prononcer toute autre sanction contractuelle.

Les pénalités sont cumulables. Elles s'entendent nettes de taxe.

Les pénalités peuvent être retenues sur les paiements à verser au titulaire, ou faire l'objet d'une facturation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, du simple fait de la constatation par l'acheteur ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité journalière (jour ouvré) correspondant à un forfait de 250 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant hors-taxes de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

### 14.1 – Pénalité pour retard

#### 14.1.1 Retard dans la transmission du planning dans le mois de la notification de l'accord-cadre, puis tous les ans dans le mois de la reconduction tacite de celui-ci

Tout retard dans la transmission du planning dans le mois de la notification de l'accord-cadre, puis tous les ans dans le mois de la reconduction tacite de celui-ci, pourra entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire de 100,00 € par jour calendaire de retard.

#### 14.1.2 Retard dans la transmission d'une facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre

Tout retard dans la transmission d'une facture dans le délai de 15 jours de l'expiration du trimestre pourra entraîner une pénalité forfaitaire de 100,00 € par jour calendaire de retard.

#### 14.1.3 Retard dans la réalisation d'une visite de maintenance préventive

Tout retard dans la réalisation d'une visite de maintenance préventive pourra entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire de 300,00 € par jour calendaire de retard.

#### 14.1.4 Retard d'intervention en maintenance curative

Tout retard d'intervention en maintenance curative pourra entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire de 100,00 € par intervention et par jour calendaire de retard.

#### 14.1.5 Retard dans la transmission des documents (rapport annuel, rapport de visite, etc)

Tout retard dans la transmission des documents pourra entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire de 30,00 € par document concerné et par jour calendaire de retard.

#### 14.1.6 Non-respect du délai d'intervention en astreinte

Pour le non- respect du délai d'intervention en astreinte, pourra être appliquée une pénalité forfaitaire de 200,00 € par heure de retard. Toute heure entamée sera considérée comme une heure entière.

### 14.2 – Pénalité pour absence de mise à jour du registre de sécurité

Tout retard dans la remise du rapport de sécurité visé par le CCTP pourra entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire de 40,00 € par défaillance constatée.

### 14.3 – Pénalité pour mauvais ou non fonctionnement du matériel après intervention (à partir du troisième déplacement sur une période de 30 jours sur le même équipement

Tout équipement qui fonctionnerait mal ou qui ne fonctionnerait pas à la suite d'une intervention pourra entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire de 500,00 € par équipement concerné.

### 14.4 – Pénalité pour faute de nature à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité et pouvant mettre en cause la sécurité des personnes

Toute faute commise par le titulaire et qui serait de nature à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité et pouvant mettre en cause la sécurité des personnes pourra entraîner l'application d'une pénalité forfaitaire correspondant à la moitié du prix annuel (en euros H.T.) pour l'installation concernée.

### 14.5 – Pénalité pour non-réalisation d'une visite de maintenance

Le titulaire qui devait réaliser une visite de maintenance et qui ne la réalise pas pourra se voir entraîner une pénalité forfaitaire de 500,00 €.

### 14.6 – Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail

En cas de non-respect des dispositions prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de 150,00 €.

Toutefois, le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5. En cas d'absence de régularisation, le contrat peut être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

## ARTICLE 15 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

---

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG FCS sont applicables à l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

## 15.1 – Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 39 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

## 15.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le titulaire a droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations déjà payées.

## ARTICLE 16 – DISPOSITIONS LIÉES AU RGPD

---

Le titulaire ainsi que le pouvoir adjudicateur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 5.2 du CCAG FCS et conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données, le titulaire s'engage, pour toutes les données à caractère personnel auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché (notamment noms et coordonnées des agents du CROUS en charge du suivi opérationnel et administratif de l'accord-cadre), à :

- Utiliser ces données uniquement dans le cadre de cet accord-cadre et pour la bonne exécution de celui-ci conformément aux dispositions des pièces de l'accord-cadre ;
- Apporter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences dudit règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ;
- Fournir, sur simple demande du délégué à la protection des données (DPO) du CROUS, tous documents justifiant des mesures techniques et organisationnelles prises dans ce cadre ;
- Informer le DPO du CROUS de toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 36 heures après en avoir pris connaissance ;
- Répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement ...) ;
- Détruire toutes les données à caractère personnel, au terme du marché.

L'ensemble de ces obligations s'appliqueront aux éventuels sous-traitants du titulaire. Le titulaire est responsable des activités et des agissements de ses sous-traitants.

## ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 17.1 – Obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au CROUS les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager

- aux personnes ayant qualité pour le représenter (suivi commercial, administratif, comptable)
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou siège social
- à son numéro SIRET

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au CROUS. Un avenant pourra être nécessaire pour formaliser ces modifications.

Le jugement instituant le redressement, la liquidation judiciaire ou une mesure de sauvegarde est notifié sans délai au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. L'ouverture d'une procédure collective entraîne l'application du régime prévu à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire est concerné, il remet au CROUS avant la notification et ensuite tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 du Code du Travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSi » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et 7 du Code du Travail.
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1 et L. 8115-1 du Code du Travail ; cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

## 17.2 – Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire est en mesure de répondre des dommages matériels et/ou corporels causés par l'exécution de ses prestations à l'acheteur et aux tiers victimes, soit de son fait personnel ou du fait de ses préposés. Il est couvert par un contrat d'assurance en cours de validité et s'engage avant la notification du présent marché et ensuite sur simple demande écrite à remettre au CROUS une attestation de responsabilité civile en cours de validité précisant l'étendue et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

## 17.3 – Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

## 17.4 – Autres obligations

### 17.4.1 Devoir de conseil

Le titulaire met tout en œuvre au cours de l'exécution des prestations pour satisfaire son devoir de conseil auprès de l'acheteur, consistant notamment à l'avertir lors de ses interventions sur site, d'anomalies ou dangers détectés, ou tout élément de nature à compromettre ou risquer de compromettre la bonne exécution des interventions, le cas échéant.

A l'issue de la visite préalable au démarrage des prestations, ayant pour objet d'étudier les sujétions qui seraient afférentes à certaines prestations objet de certains bons de commande, le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux lieux d'exécution, aux matériaux, aux matériels, etc.

Dans ce cadre, le titulaire communique à l'acheteur toute information permettant de signaler les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de sa responsabilité.

#### **17.4.2 Obligation générale de confidentialité**

Les stipulations du CCAG FCS relatives à l'obligation générale de confidentialité sont opposables au titulaire.

Dès lors, dans les conditions des stipulations 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG FCS, le titulaire qui aurait en cours d'exécution du marché, connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires aux fins de prévenir toute divulgation à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par l'ensemble de son personnel, y compris ses sous-traitants ou fournisseurs, le cas échéant.

## **ARTICLE 18 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

---

Le titulaire doit mettre tout en œuvre afin de respecter les prescriptions environnementales telles que décrites selon la réglementation régissant son secteur d'activité et notamment, sans exhaustivité mais données à titre indicatif, les éléments suivants :

La composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique, les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ; les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables, la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ; les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ; la réduction des impacts sur la biodiversité ; la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

## **ARTICLE 19 – DIFFERENDS**

---

Le CROUS et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel pouvant survenir à l'occasion de la passation ou de l'exécution du présent marché, concernant l'interprétation des stipulations contenues dans les documents contractuels ou dans l'exécution des prestations.

En cas de différend, le CROUS et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends (CCRA) relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions des articles L.2197-3 et R.2197-1 du Code de la commande publique.

En l'espèce, en cas de différend opposant l'acheteur et le titulaire, le CCRA compétent est le CCRA de Nantes :

CCIRA de Nantes DREETS des Pays de la Loire Immeuble Skyline
--

22 mail Pablo Picasso – BP 24209  
44042 NANTES CEDEX 1  
Téléphone : 06 60 48 98 89  
Courriel : [dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr)

## ARTICLE 20 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R.2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français est le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N° ..... du ..... ayant pour objet ..... »

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumise aux modalités de l'article « Prix » du CCP.

Leur prise restera inchangée en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

## ARTICLE 21 – LITIGES

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Rennes :

Tribunal administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3 Contour de la Motte – CS 44416  
35044 RENNES CEDEX  
Téléphone : 02 23 21 28 28  
Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)  
Site internet « Télérecours citoyens » : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## ARTICLE 22 – COORDONNEES

### 22.1 – Coordonnées du service de la commande publique

CROUS BRETAGNE, Direction de la commande publique



7 Place Hoche  
CS 26428  
35064 RENNES cedex  
[achat@crous-rennes.fr](mailto:achat@crous-rennes.fr)  
Tél : 02. 99. 84. 31. 41

## 22.2 – Coordonnées du service prévention

Référent technique : Madame Ephene Mbwila  
CROUS BRETAGNE, Responsable service prévention santé sécurité environnement  
7 place Hoche – CS26428  
35000 Rennes Cedex  
Mail : [prevention@crous-rennes.fr](mailto:prevention@crous-rennes.fr)  
Tél : 02 99 84 31 15

## ARTICLE 23 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

---

### 23.1 – Traitement des données à caractère personnel des candidats

Les données à caractère personnel concernant le titulaire sont collectées par le CROUS de Bretagne aux fins d'évaluer sa candidature dans le cadre du présent marché.

Les données personnelles des candidats sont destinées uniquement au CROUS de Bretagne. Elles seront conservées pendant toute la procédure de l'appel d'offres et supprimées au bout de cinq ans à compter de la fin de cette période.

Conformément à la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, les candidats disposent d'un droit d'accès aux données les concernant ou de demander leur effacement. Les candidats disposent également d'un droit de rectification, d'opposition, ainsi que d'un droit à la portabilité de leurs données et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer l'un de ces droits ou pour toute information complémentaire sur la gestion de leurs données par le CROUS de Bretagne, les candidats peuvent adresser leur demande à [sylvie.cacaux@crous-rennes.fr](mailto:sylvie.cacaux@crous-rennes.fr).

Toute demande doit préciser le motif de celle-ci ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la réponse et être accompagnée de la copie recto verso d'une pièce d'identité, en cours de validité et portant la signature du demandeur.

Une réponse sera adressée au candidat dans un délai maximum d'un mois, à compter de la date de réception de la demande ; ce délai pouvant être prolongé de deux mois en raison de la complexité et du nombre de demandes.

Si toutefois le candidat estime, après avoir contacté le DPO du CROUS de Bretagne, que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, il aura la possibilité d'adresser une réclamation à la CNIL.

### 23.2 – Obligations du titulaire liées aux données à caractère personnel

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à respecter pour ce qui le concerne, toutes les dispositions du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD ») qui lui incombent à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En particulier, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité et la sécurité des traitements de données personnelles transmises par le CROUS



de Bretagne et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

## ARTICLE 24 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

---

CCAP	CCAG – Fournitures Courantes et Services
Article 4	Article 4.1
Article 8.3	Article 10
Article 14.2	Article 14.1.1
	Article 14.1.2
	Article 14.1.3
Article 16	Article 5.2